

10ème anniversaire de la victoire du NON au Traité Constitutionnel Européen

APPEL A MANIFESTER LE 30 MAI 2015 A PARIS

LE CAPITALISME NE PEUT PAS RÉPONDRE AUX BESOINS DU PEUPLE

IL FAUT SORTIR DE L'EURO,

DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'OTAN

Pour un front populaire, patriotique et antifasciste, pour la reconquête de la souveraineté nationale

La situation politique nationale et internationale est de jour en jour plus inquiétante.

Sur la planète, les guerres impérialistes menées par les impérialistes américains et européens qui soutiennent les forces ouvertement fascistes en Ukraine, les crimes colonialistes en Palestine et les terroristes en Syrie, en Irak, en Afrique et provoquent ainsi une logique d'affrontement contre la Chine, la Russie, l'Amérique Latine.

En France, offensive patronale stimulée par Valls et Hollande et les surenchères des Sarkozy, Juppé et Fillon contre ce qui reste des conquêtes sociales et des services publics, contre la souveraineté nationale, les communes, l'égalité des droits, la laïcité.

L'«Europe sociale», les «guerres humanitaires», l'«euro au service des peuples» sont des mensonges qui désarment le mouvement ouvrier et populaire, les luttes des salariés et détruisent les services publics.

Les salariés confrontés à la casse de leur emploi l'ont compris. Par leur lutte ils posent la question d'une autre société. Ainsi les marins de la SNCM s'opposent à la circulaire sur les travailleurs détachés, les ouvriers de Fralib disent haut et fort que l'entreprise leur appartient, les salariés du commerce, de la SNCF, d'Air France s'opposent à la déréglementation et la libéralisation imposée par cette union du capitalisme européen.

Il y a urgence à résister à cette logique de guerre et de régression des salaires, pensions et allocations !

Si notre NON a été bafoué les luttes d'aujourd'hui montrent que la partie n'est pas gagnée pour les forces du OUI.

Il y a 10 ans, le peuple de France avait bousculé tous les pronostics avec la victoire du NON au traité constitutionnel européen. UMP, PS et UDI ont refusé de respecter ce vote, et veulent nous enfermer dans une fausse alternative: soit le soutien aux politiques pro-européennes, soit l'extrême droite bleu marine et sa face cachée néo-nazie des identitaires et autres amis de Dieudonné et Soral.

Notre peuple a la force de refuser de nouveau, de construire pas à pas un Front Populaire Patriotique de résistance à l'austérité, aux guerres coloniales, au racisme, au fascisme, aux délocalisations, aux privatisations, au traité transatlantique. Les participants des Assises du Communisme appellent le peuple de France, les forces patriotiques, syndicales, politiques et associatives allant au bout de leur démarche de résistance à l'UE qui ont fait la victoire du NON à sortir de l'euro, de l'UE, de l'Alliance atlantique pour résister et ouvrir, en sortant du capitalisme, une nouvelle voie de développement.

En nous appuyant sur les luttes en cours et celles en devenir, nous proposons aux militants et aux organisations communistes, aux syndicats, aux progressistes et patriotes antiracistes et antifascistes, à tous ceux qui s'opposent à cette guerre de classe européenne et qui ont milité pour la victoire du NON au TCE, de construire ensemble une grande manifestation unitaire le 30 mai 2015 à Paris.

Le 9 Mai, dite « journée de l'Europe », est le 70ème anniversaire de la victoire contre le nazisme. Nous appelons à faire cette journée des rassemblements régionaux de mobilisation pour préparer le 30 Mai.

C'est la meilleure réponse à la crise de ce gouvernement «de gauche» dont le peuple ne veut plus, pour ne pas laisser la place à cette Marine Le Pen qui non seulement ne combat pas le capitalisme mais amène le pire. Ainsi nous rendrons visible la capacité populaire de résistance et clamerons qu'il faut briser ce carcan des peuples qu'est l'UE pour une perspective progressiste de souveraineté nationale et populaire, de coopération internationale, de progrès social et d'émancipation populaire, dans l'esprit du programme du Conseil National de la Résistance «Les Jours heureux»,

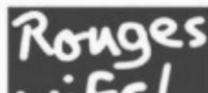
Déclarations communes des organisations composant les Assises du Communisme

Action Communiste, Collectif POLEX, Coordination Communiste 59/62, Cercle Communiste d'Alsace, Gauche Communiste du PCF, Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF), Réseau Faire Vivre et Renforcer le PCF, Rouges Vifs Bouches du Rhône, Rouges Vifs Ile de France.



Déclarations communes des organisations composant les ASSISES DU COMMUNISME

Action Communiste
Collectif POLEX
Coordination Communiste 59/62
Cercle Communiste d'Alsace
Gauche Communiste du PCF
Pôle de Renaissance Communiste en France
Réseau Faire Vivre et Renforcer le PCF
Rouges Vifs Bouches du Rhône
Rouges Vifs Ile de France



Pôle de Renaissance Communiste en France

www.initiative-communiste.fr

Avril 2015

En manifestant le 30 mai contre l'euro, l'U.E., l'O.T.A.N., le capitalisme,
Brisons l'étau du Parti Maastrichtien Unique et de la fascisation en cours !

Les forces du capital qui accaparent les médias veulent enfermer le peuple et la classe ouvrière de France dans un étau mortel :

• **D'un côté, le Parti Maastrichtien Unique (P.S., U.M.P., U.D.I.)** relaie la politique dictée par le MEDEF et par l'U.E. dirigée par l'axe Berlin-Washington. Les collabos du grand capital vendent la France à la découpe. Au nom du profit maximal, tout doit disparaître : *emploi productif, recherche, Education Nationale et service publics, Sécu, SMIG, Code du travail, retraites* par répartition, mais aussi *République une et indivisible* – sacrifiée à l'Europe des régions – *langue française* (sacrifiée au tout-anglais patronal), *souveraineté nationale, défense nationale et politique étrangère indépendante* (Hollande et Sarko rivalisent de servilité envers les guerres et ingérences de l'OTAN : Syrie, Libye, Ukraine)...

• **L'autre mâchoire de la tenaille est représenté par l'U.M.' Pen en formation.** Sarkozy rivalise avec le FN pour menacer les libertés, stigmatiser les travailleurs musulmans (mais il rampe devant les pétromonarchies !), éradiquer les acquis de 1936, de 1945 et Mai 68. Aidés par leurs frères ennemis du fanatisme religieux, les partis xénophobes allument la mèche d'une future guerre ethnico-religieuse en France : ils veulent ainsi éviter que notre peuple s'unisse contre le grand patronat « français » qui casse l'outil productif et expatrie les richesses produites en France (420 milliards dans les paradis fiscaux, 20 fois le prétendu « trou » de la Sécu !).

Face à cet étau mortel, le seul recours possible est **l'UNION DE COMBAT DES FORCES FRANCHEMENT COMMUNISTES, le COMBAT SYNDICAL ANTI-CAPITALISTE, la construction du FRONT ANTIFASCISTE, PATRIOTIQUE et POPULAIRE. Il faut que de nos**

résistances émerge un nouveau Conseil National de la Résistance (CNR) agissant pour la souveraineté nationale, la protection sociale, l'emploi industriel et les services publics, la coopération de la France avec tous les continents et la défense de la paix mondiale menacée!

Pour cela, il faut en finir avec le mensonge de la « gauche » établie sur l' « Europe sociale », l' « OTAN au service des droits de l'homme » et autres sornettes. **Osons affronter l'oligarchie capitaliste et reprendre la marche vers une société socialiste** fondée sur le pouvoir des travailleurs et sur la socialisation des secteurs-clés de l'économie au service des besoins de tous.

Dans cet esprit, le PRCF appelle chacun à s'engager pour le succès de la grande manifestation des communistes, des syndicalistes de lutte et des progressistes le 30 mai 2015 (10ème anniversaire du Non à la constitution européenne). Si elle ne veut pas « y rester », **la France doit au plus tôt sortir de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et de la domination mortelle du grand capital.**

Travailleurs, résistants sociaux, patriotes antifascistes, **rejoignez le PRCF qui appelle le peuple de France à briser l'étau mortel de l'U.E. atlantique et de ses flancs-gardes de l'UM' Pen !**

Le secrétariat national du PRCF :

Léon Landini, Georges Gastaud, Antoine Manassis Vincent Flament, Benoît Foucambert, J.-P. Hemmen, Jo Hernandez, Pierre Pranchère, Annette Mateu-Casado, Jany Sanfelieu.

QUI SONT LES VRAIS « ASSISTÉS » ?

... par Jo Hernandez, secteur Luites du PRCF

Sur les marchés populaires, dans les réunions de famille, dans les bistrot, on est confronté aux commérages véhiculés par les médias et sur l'internet, du style : « ils » sont trop assistés, « ils » n'ont qu'à travailler et à retourner dans leur pays... » et suivent des propos anti-chômeurs, anti-immigrés, anti-fonctionnaires. Beaucoup de gens parlent ainsi en se croyant à l'abri, mais quand leur tour arrive de subir le chômage, la pauvreté et les conséquences qui en découlent, ils changent aussitôt d'avis. Quand on ne se sent jamais concerné personnellement et qu'on est individualiste, il est plus facile de s'attaquer aux victimes du capitalisme, aux plus fragiles, qu'aux vrais responsables, les capitalistes !

Les politiques nationales et internationales menées en faveur de la finance depuis des décennies ont conduit notre pays à une crise très grave. La solidarité nationale s'est tournée uniquement vers les banques et les actionnaires du CAC 40. Aucune mesure sérieuse n'a été prise contre les patrons-voyous, les spéculateurs et les politiciens véreux. Au contraire sous les ordres du MEDEF et de l'Union Européenne, institution créée par et pour les capitalistes sous couvert de concurrence libre et non faussée, les entreprises nationales créées par les ministres communistes de la Libération appliquant le programme du C.N.R., les acquis du Front populaire et de Mai 68 sont démantelées.

Concernant les travailleurs immigrés, une condition de résidence sur le territoire français s'applique aux minima sociaux. Il faut un titre de séjour depuis cinq ans pour toucher le RSA. Pour le minimum vieillesse, dix ans sont nécessaires. De quoi torde le cou aux idées véhiculées par les réactionnaires, à savoir que les étrangers viennent pour profiter de notre protection sociale. Contrairement aux idées de haine du FN, les travailleurs immigrés consomment *en moyenne* moins d'assurance vieillesse et de prestations d'assurance-maladie que la moyenne des travailleurs et ils contribuent beaucoup en cotisations sociales, TVA et CSG : c'est un FAIT établi ! Les économistes X. Chojnicki et L. Ragot ont fait le compte : au total, avec un coût de 68 milliards et des recettes de 72 milliards, l'immigration rapporte 4 milliards d'euros par an au pays.

Bien entendu, une France progressiste cesserait de traiter l'immigration ouvrière comme une variable d'ajustement patronale. Elle planifierait les échanges de main-d'œuvre sur la base des besoins sociaux, elle miserait sur le co-développement de la France et des pays d'émigration en faisant en sorte que tout le monde ait du travail sur place (y compris les jeunes diplômés forcés de quitter la France pour trouver un emploi). Car le vrai mot d'ordre progressiste est « vivre et travailler au pays », et non pas le slogan pseudo-gauchiste et en fait patronal « no borders ! », qui vise à libéraliser à mort la concurrence entre salariés du monde entier pour le seul avantage des exploiters.

Mais ce n'est pas là une raison pour laisser le FN et Sarkozy opposer les travailleurs de France sur la base de leur origine. En effet, il convient de parler de ces « assistés » que sont les gros actionnaires : l'ensemble des cadeaux faits au patronat sous forme d'aides directes et de crédit d'impôts se monte annuellement à 230 milliards d'euros. Et que fait le grand patronat de cette manne accordée sans contrôle ? Il délocalise pour accroître ses profits dans les pays à bas salaires ! En 2000, les entreprises françaises ont versé 42 milliards de dividendes aux actionnaires, en 2012, 82 milliards. Le CAC-40 a engrangé 48 milliards d'euros de profits en 2013. Ces profits, pour l'essentiel non réinvestis dans la création d'emplois alimentent les fortunes des actionnaires et des PDG d'entreprises. Et le chômage continue de progresser pendant que les gouvernements PS et UMP « saquent » les emplois utiles de la fonction publique (équipement, santé, éducation, transports publics, recherche...).

La sortie de l'U.E. et de l'euro est la condition minimale pour que notre pays retrouve sa liberté et puisse mettre en œuvre une politique sociale et économique favorable aux travailleurs qui créent toutes les richesses de notre pays. La sortie de l'OTAN véritable machine à mener des guerres, la fin des ingérences de Hollande (Afrique, Proche-Orient, Ukraine...) permettraient aussi d'économiser des vies détruites et de récupérer des milliards d'euros pour relancer l'économie et réindustrialiser notre pays.

L'euro-syndicalisme d'accompagnement, c'est le choix de la défaite ! LE SYNDICALISME GAGNANT, c'est le SYNDICALISME DE CLASSE !

Depuis des années, le monde du travail va de reculs en régressions sur l'emploi, les salaires, le droit du travail, les retraites, les services publics, la Sécu, le logement... Pourtant les états-majors syndicaux nous expliquent que « pour être modernes », les syndicats doivent devenir des « partenaires sociaux » des patrons, que la lutte des classes est « ringarde », qu'il faut à tout prix s'intégrer au syndicalisme d'accompagnement qu'incarne la CFDT et la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.).

Mais la lutte des classes n'est pas une invention des marxistes : c'est une réalité découlant du système capitaliste où une poignée d'actionnaires privés qui possèdent les grandes entreprises et les banques, accaparent les richesses produites par les travailleurs. D'ailleurs les capitalistes le disent eux-mêmes : par ex., le milliardaire US Warren Buffet déclarait en 2006 dans le New-York Times : « la guerre de classe existe et c'est ma classe,

celle des riches, qui est en train de la gagner »...

Tant que la CGT « rouge » de Benoît Frachon organisait le combat de classe, elle remportait de grands succès : nos acquis sont TOUS sortis des grandes luttes de 1936, de la Résistance antifasciste (dont les communistes et les syndicalistes rouges étaient le fer de lance), de mai 68, de décembre 95... A partir du moment où un camp se bat – celui du MEDEF – pendant que l'état-major de l'autre camp dénigre l'idée du *tous ensemble et en même temps*, on sait d'avance qui va gagner et qui va « déguster »...

D'autant que, pour intégrer la C.E.S., cette courroie de transmission de Bruxelles, l'état-major de nos syndicats continue de propager le bobard d'une « réorientation sociale de l'Europe » ou d'une « réorientation progressiste de l'euro ». Comme si l'UE et l'euro n'avaient pas été faits pour et par le grand capital pour écraser nos acquis et anéantir la souveraineté des peuples ! En vérité, supplier

l'U.E. de faire du social, ça revient à prier pour que les crocodiles deviennent végétariens ! Souvenons-nous qu'en 1992, la CGT de « Krazu » a eu le courage de s'opposer à Maastricht, que, malgré Thibault, la majorité confédérale de la CGT avait appelé à voter non à la constitution européenne en 2005. Car nos syndicats n'ont jamais été aussi forts que lorsqu'ils ont su unir la solidarité internationale des travailleurs à la défense de l'indépendance nationale, le drapeau rouge au drapeau tricolore.

La fronde de nombreux syndicats rouges contre ceux qui ont confisqué l'organisation de classe pour imposer leur ligne complaisante envers Hollande, la CFDT et l'UE, est donc une bonne nouvelle. Reconquérons nos syndicats et construisons une action forte, durable et unie, non pour « témoigner », mais pour bloquer les profits à l'échelle du pays et pour soutenir la seule Europe qui vaille : *celle des luttes*. C'est l'unique langage que comprennent les capitalistes, le seul qui puisse

L'Emploi sacrifié à la finance chez IBM - Témoignage d'une militante CGT

Depuis l'annonce faite en CCE de novembre, on rit moins sur le front de l'emploi à IBM. En effet la direction vient d'annoncer son énième plan CASA ou OPERA (rentre chez toi) qui va s'adresser à plus de 1000 salariés nés avant le 31 décembre 1957 ou bien en carrière longue ou handicapés. Tous les services d'IBM sont concernés. La Direction espère qu'au moins 400 personnes partiront d'IBM France. Face à ce gâchis, c'est au quotidien que les militants Cgt mènent des luttes, aussi bien contre une direction décomplexée qui, à l'image de toute

multi nationale, ne recherche que profit et dicte ses lois sur le sol français. La Cgt IBM doit se battre aussi contre les autres organisations syndicales qui cautionnent et signent toutes les régressions. Face à la pression des directions, certains salariés préféreraient accepter un plan de départ pour gagner 3 sous plutôt que de lutter tous ensemble contre toutes les mesures mises en place pour les pousser à partir. Elle dénonce encore une réduction des effectifs nuisible à l'entreprise et à son devenir. Les salariés qui vont rester vont devoir assurer le travail de ceux qui partent, leur dé-

part générant toujours plus de fatigue et de frustration !

Malgré ces difficultés, la Cgt IBM combat toutes les réductions de personnels tels que les plans successifs PSE, PDV, MFC, ventes d'entités, CSICD (Congé Sabbatique Indemnisé de Courte Durée) et dernièrement les licenciements secs pour cause d'insuffisance professionnelle. Elle mène aussi des luttes pour les salaires et les conditions de travail. Elle combat la surcharge de travail, le stress dû aux départs des salariés et à d'énormes modifications de travail provenant de procédures administratives.

REJOIGNEZ LE PRCF!

- Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France
- Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
CP: _____ Ville: _____
Courriel: _____ Téléphone: _____

A renvoyer à PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux

Je m'abonne à Initiative Communiste journal mensuel du PRCF

- Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!
- Un an = 22 Euros (18€ chômeur / étudiant)
- 6 mois = 12 Euros (10€ chômeur / étudiant)

Nom:..... Prénom:.....
Courriel:..... Tel:...../...../...../.....
Adresse:.....
CP:..... Ville:.....
Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal: BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex